

ALORS QUE BELAÏZ, HAMEL ET BOUSTILA ÉTAIENT SUR PLACE

Assassinat d'un quatrième Mozabite à Ghardaïa

L'autorité de l'Etat est, cette fois-ci, sérieusement mise au défi, avec l'horrible assassinat, jeudi dernier, d'un quatrième Mozabite. Ce drame a eu lieu vers midi au moment où le ministre de l'Intérieur était en réunion avec les deux premiers responsables de la police et la gendarmerie, au siège de la Wilaya de Ghardaïa.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Bahadi Bachir Benaïssa, un Mozabite de 40 ans, père de deux enfants, a été horriblement tabassé, puis jeté d'une terrasse, jeudi dernier, au quartier Babouldjema, par un groupe d'Arabes.

Selon plusieurs sources locales, vers midi, alors que le défunt rentrait chez lui, il a été surpris par un groupe d'individus qui l'ont agressé avec une rare violence, avant de le faire entrer dans une maison et le jeter ensuite d'une terrasse. «C'était pour faire croire qu'il avait commis une violation de domicile et que les assassins n'ont fait que se défendre», expliquent nos sources.

La dépouille de la victime a été transférée à l'hôpital de Ghardaïa et ce n'est que dans la

matinée d'hier, vendredi, que le corps a été identifié. «Le visage du défunt était méconnaissable, et il a été identifié par ses parents qui ont reconnu ses vêtements», précisent les mêmes sources.

Ce quatrième assassinat dans la ville de Ghardaïa, et le cinquième avec celui de Grara, intervient au moment où le ministre de l'Intérieur, Tayeb Belaïz, était en réunion avec les deux premiers responsables de la police et la gendarmerie, les généraux majors Abdelghani Hamel et Ahmed Bousteilla, au siège de la Wilaya de Ghardaïa. C'est aussi le deuxième crime en l'espace de 24h dans le même quartier (Babouldjema).

Ce quartier de population à majorité mozabite est mitoyen avec celui de Mermed, de population exclusivement arabe.



Ghardaïa plonge dans une violence horrible.

Contacté, Hamou Mesbah, notable mozabite et fédéral du FFS à Ghardaïa, ne comprend pas «comment le ministre de l'Intérieur certifie que les parents des victimes qu'il a rencontrés

sont prêts à tout pardonner pour que l'Etat algérien reste debout». A cela, il répond : «Nous ne pouvons pas parler de réconciliation et de pardon tant qu'il y a toujours des victimes et des mas-

sacres. Il faut d'abord qu'il y ait des sanctions à l'encontre de tous ceux qui se sont rendus coupables dans ces tragiques événements.»

M. M.

RÉUNION URGENTE DU GROUPE DES 20

«Abdelaziz Bouteflika doit parler»

Un comité de sept responsables politiques, représentant le groupe dit des vingt partis et personnalités, a tenu, hier, une réunion d'urgence au siège du Rassemblement populaire républicain.

Un appel pressant a été lancé à Abdelaziz Bouteflika afin qu'il mette un terme à la situation «politique dangereuse» que traverse l'Algérie. «Le président de la République doit sortir de son mutisme. Il est

responsable de la situation politique dangereuse provoquée par les partisans du quatrième mandat à travers leurs déclarations irréflechies.

Abdelaziz Bouteflika doit parler pour faire part de ses

intentions», a déclaré Abdelkader Merbah au terme de cette rencontre.

Selon le président du RPR, les membres de ce comité ont dénoncé «les déclarations qui ont ciblé l'institution militaire et qui ont mis au jour une scission au sein de l'armée».

«Il est urgent que l'armée se tienne loin de la politique, qu'elle reste unie et qu'elle

garde en son sein ses cadres. Il y va de la souveraineté de l'Algérie.

La politique doit rester l'affaire des hommes politiques et la souveraineté doit revenir au peuple.»

Un communiqué de presse détaillé sera rendu public aujourd'hui, a précisé Abdelkader Merbah.

T. H.

SELLAL L'A RÉAFFIRMÉ À PARTIR DE TUNIS

L'Algérie demeure en toute circonstance aux côtés de la Tunisie

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a affirmé hier à Tunis que l'Algérie, «consciente de la communauté de destin» avec la Tunisie, demeure «en toute circonstance» aux côtés de ce «pays frère».

Dans une allocution prononcée à l'occasion de la cérémonie organisée à l'occasion de l'adoption de la nouvelle Constitution de Tunisie, à laquelle il a pris part en tant que représentant du président de la République.

«L'Algérie, consciente de la communauté de destin demeure en toute circonstance aux côtés de la Tunisie», a souligné le Premier ministre qui a salué les efforts déployés par ce pays pour amorcer une nouvelle ère de liberté et de stabilité.

L'Algérie, a-t-il dit, «a suivi avec une totale confiance, les grands pas franchis par le peuple tunisien pour l'édification d'un nouvel Etat et l'amor-

ce d'une nouvelle ère de liberté, de dignité et de stabilité» et se félicite de l'entente «entre les parties adverses sur la nouvelle constitution qui fait honneur à la Tunisie et à ses enfants fidèles».

«Consciente de la communauté de destin, l'Algérie se tiendra à vos côtés lors de cette importante étape et vous soutiendra afin d'assurer la réussite du processus de transition démocratique», a-t-il affirmé.

M. Sellal a salué la Tunisie et son peuple pour l'adoption de la nouvelle Constitution du pays, qu'il a qualifiée «d'importante réalisation», et de «fierté pour le peuple tunisien et un pas géant dans la bonne direc-



Sellal réaffirme la soutien de l'Algérie à la Tunisie.

tion». Le peuple algérien «n'a pas oublié et n'oubliera jamais le soutien de ses frères tunisiens lors de la guerre de Libération nationale et la position, de la Tunisie, peuple et gouvernement, soutenant l'Algérie, lorsque le terrorisme aveugle et sauvage a tenté de déstabiliser les fondements de l'Etat national pour lequel

le peuple algérien s'est sacrifié».

Il a tenu à transmettre les salutations du peuple algérien à son homologue tunisien, lui souhaitant la «réussite» dans le processus démocratique en vue d'asseoir les bases de la démocratie pour laquelle il a lutté.

APS

OUVRIERS PROFESSIONNELS, CONDUCTEURS D'AUTOMOBILE ET GARDIENS

Leur syndicat annonce une journée de protestation

Le Syndicat du corps des corps communs, ouvriers professionnels, conducteurs d'automobile et gardiens annonce une journée de protestation le 10 février 2014. Un mouvement de contestation qui concernera uniquement les wilayas d'Alger, Béjaïa, Jijel, Bouira et Tizi Ouzou.

Outre la prise en charge de sa plateforme de revendications par le gouvernement, le syndicat exige l'ouverture «réelle» du dialogue, précise-t-on dans un communiqué rendu public.

Parmi les revendications, l'on cite la révision du statut général de la Fonction publique et des statuts des corps communs, l'annulation de la «politique du travail précaire de contrats» et l'intégration de tous les contractuels.

Il est également question de l'augmentation des salaires pour ces catégories par rapport au pouvoir d'achat et de la révision des indemnités et des primes. La plateforme de revendications du syndicat comporte également le respect des libertés syndicales, l'ouverture du dialogue et l'implication du syndicat dans l'élaboration des statuts des corps communs et la prise de décision sur leurs carrières professionnelles.

Aussi, l'intégration de tous les syndicalistes suspendus dans leur poste de travail et l'annulation de l'article 87 bis. Affilié au Snapap (Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique), l'organisation syndicale lance un appel à tous les travailleurs de ces catégories à une mobilisation pour les autres wilayas afin de «généraliser l'action».

Rym N.